© Magazine L'appel - Stephan GRAWEZ

SORTIR DE LA PAUVRETÉ.
De l'aide individuelle aux défis collectifs.

Dans les journaux et magazines, en radio ou en télévision, sur les réseaux sociaux, les appels aux dons et à la générosité se multiplient. Comment résister à cette famille qui ne peut financer le vaccin de son enfant ? Pourquoi donner à un mendiant en rue plutôt qu'à une association ? Comment rester insensible à l'augmentation de la pauvreté ? Face aux drames individuels ou aux situations collectives, pas facile de se situer.

Justice ou charité ?

POUR UNE SOLIDARITÉ *QUI ÉMANCIPE*

Stephan GRAWEZ

Et c'est reparti… Pour la septième année, le cube de verre de *Viva for life* sera au centre du barnum médiatique de la RTBF pour soutenir cette opération au profit de l'enfance précarisée. Mi-décembre, près de cent cinquante heures de direct et la mise en scène de la performance de trois animateurs enfermés pendant plusieurs jours dans ce cube, installé cette année à Tournai, rythmeront ce moment de solidarité. Comme pour d'autres opérations ou campagnes portées par des médias (écrits ou audiovisuels), les mêmes questions traversent l'opinion : les médias en font-ils trop ? Course à l'audimat sur fond d'émotions ou solidarité sincère ? Caisse de résonnance et vitrine exceptionnelle du travail de terrain de nombreuses associations ou récolte de fonds sans analyse des causes ? Recherche de solutions structurelles ou réponse émotionnelle à l'urgence ?

CHOQUER OU ÉDUQUER ?

La réalité, pourtant, est bien là : en termes de pauvreté, la Belgique présente un sombre bilan. Selon le Service de lutte contre la pauvreté (organisme interministériel associant entités fédérale et fédérées), en 2018, « *16,4% de la population belge connaissaient un risque de pauvreté si on se base sur le revenu et 4,9% de la population souffraient de privation matérielle grave* ». Autre indicateur : en matière de recours aux banques alimentaires, le même organisme constate qu'en 2019, « *169.642 personnes ont fait appel à une des neuf banques alimentaires. Ceci est une augmentation de 6,6% par rapport à fin 2018 (+10.500 personnes)* ». Sur le plus long terme, il faut rappeler qu'en 1995, les bénéficiaires des banques alimentaires étaient septante mille. Ils sont donc cent mille de plus aujourd'hui, avec principalement des familles monoparentales (pour la plupart des mères seules) ou des dix-huit-vingt-quatre ans en forte augmentation.

La pauvreté augmente donc. Ce qui rend inévitablement le travail des associations encore plus indispensable. Mais rend aussi d'autant plus sensible la responsabilité des médias en termes de travail d'information et d'explicitation. Car si les associations sont amenées à se mobiliser à ce point, elles ne peuvent se substituer aux pouvoirs publics, dont la responsabilité sur les causes de la pauvreté doit être interrogée.

MUTATION DES PROJETS

« *Ce à quoi on assiste dans notre travail de lutte contre la pauvreté et l'exclusion est paradoxal*, analyse Axelle Fischer, secrétaire générale de Vivre Ensemble. *Les associations que nous soutenons sont des structures très locales qui répondent de plus en plus à des besoins primaires de base. Elles agissent davantage qu'avant comme une aide d'urgence au regard de la dégradation assez nette des conditions de vie sur le plan économique ou social.* » Cette évolution interpelle, car elle touche aux fondements mêmes de l'ONG. « *Aux origines, nos critères de sélection des projets soutenus visaient d'abord l'émancipation et la mise en avant des droits sociaux. Aujourd'hui, beaucoup de demandes ciblent moins directement ce caractère émancipateur. Nous devons donc nous adapter par rapport aux attentes de ces associations locales qui, parfois, répondent en première ligne à des problèmes pour se loger, se nourrir.* »

« Les associations que nous soutenons répondent de plus en plus à des besoins primaires de base. »

L'analyse des causes de la pauvreté ou des effets concrets de certaines politiques reste cependant un objectif. « *C'est un travail d'éducation permanente des associations*, ajoute Isabelle Franck, directrice par interim de Vivre Ensemble. *De petites associations qui démarrent n'ont pas les ressources ou les codes pour travailler à un niveau plus global. Lorsque nous réunissons les associations en assemblée régionale, nous permettons qu'elles échangent leurs expériences. Ce partage permet aux plus aguerries d'aider les nouvelles, de les accompagner.* »

SANS JUGER

Ce travail d'éducation doit aussi se faire vis-à-vis du public. C'est lui qui est sollicité pour faire un don afin de soutenir tel ou tel projet. « *Ce n'est pas toujours facile d'expliquer aux donateurs que financer un projet de pièce de théâtre où des personnes précarisées s'expriment est tout aussi important que de donner pour de l'urgence. Ce travail nécessite du temps pour expliquer que la dignité des personnes précarisées ne s'arrête pas à se loger, à se vêtir. Mais que, pour elles aussi, l'accès à la culture, le fait de pouvoir aller au cinéma ou de passer un jour à la mer est tout aussi respectable* », rappelle Isabelle Franck.

En élargissant le type de projets soutenus, Vivre Ensemble donne également aux donateurs l'occasion de pouvoir aider des initiatives aux ambitions souvent complémentaires. Dans cette tension « charité ou justice », la rencontre réelle avec des personnes précarisées favorise la recherche d'une voie médiane, comme le remarque Axelle Fischer à propos d'une pièce de la Compagnie Art & tça : « *J'ai été touchée par* Combats de pauvres, *basée sur des témoignages de travailleurs sociaux et de victimes de la paupérisation. Ce que les personnes de la rue racontent remet les choses en perspective. Si elles pouvaient interpeller cinq cents personnes, elles ont répondu qu'elles leur demanderaient :*

'Dites-moi bonjour !'. Quand tu es dans la rue, devant une église ou un supermarché en train de faire la manche, es-tu uniquement face à un donateur qui fait un geste de charité ou de solidarité individuelle ? Je pense qu'en tout cas, la personne qui aide pose un geste qui signifie 'Tu existes à mes yeux'. C'est une posture qui indique que l'on peut aller au-delà d'une main au-dessus de l'autre, celle qui donne dominant celle qui reçoit, de manière un peu condescendante. »

UN ENGAGEMENT

La reconnaissance de l'autre est sans aucun doute une première étape dans le cheminement pour passer d'un geste de don à celui de la réflexion, puis de la justice. Ce cheminement d'un geste individuel à une attitude d'engagement est au cœur du travail de Vivre Ensemble. « *Cela implique de voir, de juger et d'agir, de comprendre les causes et mécanismes des inégalités, d'analyser l'impact des mesures d'austérité, de saisir pourquoi on devient sans abri ou que l'on tombe sous le seuil de pauvreté* », commente encore Axelle Fischer. Ce travail permet en outre d'approfondir diverses questions : pourquoi je donne ? À qui je donne ? Qu'est-ce que je donne ? Car les formes de volontariat ou d'engagement ont changé. On peut aussi donner de son temps, de ses compétences, de son énergie. Autant de manières de se reconnaitre comme membre à part entière d'une collectivité ou d'un groupe social dans lequel la personne qui fait face, même précarisée, c'est aussi un peu soi-même.

« Comment, en me mobilisant de manière citoyenne et collective, je peux essayer de faire changer les choses ? »

« *Dans ce travail de reconnaissance de l'autre, il n'est plus seulement bénéficiaire, il devient partenaire. C'est un véritable travail de renforcement des capacités (empowerment) des individus, qui permet une prise de pouvoir par rapport à sa situation personnelle : comment, en me mobilisant de manière citoyenne et collective, je peux essayer de faire changer les choses. On évite la relation top-down.* »

UN ÉTAT DÉFAILLANT

Bien sûr, lors de grandes opérations médiatiques, les organisateurs vont insister sur le record de dons collectés à battre, jouer sur la corde sensible en survalorisant l'acte individuel du don financier, proposer des parrains médiatiques qui feront grimper les promesses… De nombreuses associations, parfois au prix de débats internes difficiles, choisissent, elles aussi, de jouer le jeu, espérant améliorer leur notoriété et bénéficier d'une partie du gâteau si elles sont sélectionnées.

Tout serait donc rose et scintillant au pays de la solidarité ? Ce serait oublier un peu vite le rôle des pouvoirs publics. « *Ce qui est grave, dans ces shows de la solidarité, c'est quand l'État, à quelque niveau de pouvoir de notre système institutionnel, donne un chèque, par le biais de tel ou tel ministre*, observe Isabelle Franck. *Ils jouent le jeu pour leur notoriété et leur publicité personnelle. Cela offre un drôle de message, entre une logique d'aide individuelle et ponctuelle, certes médiatisée, et leur responsabilité de mener des politiques sociales ou économiques justes.* »

Le binôme « charité ou justice » est donc bien sensible. Longtemps cantonnée dans l'initiative privée, la charité aurait-elle changé de camp ? Et l'initiative publique, synonyme de recherche d'égalité et de mise en œuvre de dispositifs par lesquels l'État tenterait de réduire les inégalités sociales, serait-elle en train de céder ses derniers terrains, face au rouleau compresseur de ceux qui prônent moins d'État ou de la mondialisation déstructurant les droits sociaux et économiques ? La justice sociale mérite bien une mobilisation des individus, des associations et des pouvoirs publics, sans concurrence et sans dévier de leurs responsabilités initiales respectives. ■

www.luttepauvrete.be

EN AVENT AVEC LES PLUS DÉMUNIS

Dire nous - Conjuguer des solidarités au présent est le titre de l'étude appuyant la campagne d'Avent 2019 de Vivre Ensemble qui invite aussi à soutenir quatre-vingt-six projets de lutte contre pauvretés et exclusions sociales en Wallonie et à Bruxelles. Cette étude est inspirée par des fresques murales du projet collaboratif mené avec la maison des jeunes *Les Récollets* et la Ville de Verviers. Et elle reprend des extraits de l'essai *Dire nous. Contre leurs peurs et les haines, nos causes communes* publié en 2016 par le journaliste français Edwy Plenel, directeur du journal en ligne *Médiapart*. « *Ces fresques*, relève Catherine Daloze, en charge des études et analyses de Vivre Ensemble, *parlent d'un "nous, horizons des possibles" qui dépasse la juxtaposition de "je" solitaires et les logiques des "eux contre nous" et "nous contre eux". Et parmi les "nous" de Plenel, ont été relevés le nous de l'égalité, celui des audaces démocratiques, sociales, écologiques et culturelles, ainsi que le "nous" des humanités conscientes.* »

À partir de ces trois axes et en dépassant les dérives des « nous excluants », il est question, sur cinquante pages illustrées et nourries par des témoignages d'acteurs de terrain partenaires de l'ONG, d'une dizaine de « Nous solidaires » *« à vivifier et à faire connaître »* : « Nous combattants » pour habiter ensemble, « Nous familles », « Nous passants », « Nous connectés », « Nous les plus pauvres », « Nous politiques », « Nous accueillants », « Nous nomades », « Nous habitants de la Terre », « Nous générations » et « Nous associations ».

De son côté, *La Gazette de l'Avent* présente les quatre-vingt-six projets à soutenir en Wallonie et à Bruxelles pour leurs combats en faveur les droits humains. L'évêque de Liège, Mgr Delville, évêque référendaire pour Vivre Ensemble et Entraide et Fraternité, y écrit : *« le "nous" de la solidarité apparaît très concret dans les communautés chrétiennes anciennes et consiste à ce que chacun partage ses biens et son logement avec les pauvres pour créer une société juste. On veille à ce que chacun ait assez pour vivre décemment. C'est exactement ce que fait Vivre Ensemble.* » (J.Bd.)

Les *Pistes pour un Avent solidaire*, les quatre brefs *Contes d'Avent 2019* et d'autres informations sont disponibles sur le site www.vivre-ensemble.be

La griffe de Cécile Bertrand

INdices

PLURI-RELIGIEUX.

Un cours de dialogue interreligieux pourra désormais être enseigné au troisième degré des écoles publiques flamandes. Il remplacera une des heures prévues pour les cours de religion.

PIRATÉ.

Un chapelet relié à un smartphone, qui s'active quand on fait le signe de croix : avec le e-rosaire, étanche à l'eau et à la poussière, le Vatican croyait mettre au goût du jour une pieuse pratique pluricentenaire. Sauf qu'il n'a fallu que quelques minutes à un hacker pour pirater l'appli, vendue tout de même 99€, et en prendre le contrôle. La faille a été réparée.

DÉDOMMAGÉS.

Toutes les victimes de prêtres français pédophiles recevront une « allocation de reconnaissance de la souffrance des victimes » de la part de l'institution. Elle concernera les victimes, indemnisées ou non, même pour des faits prescrits.

DIALOGUANT.

Jusqu'à fin 2021, la Conférence épiscopale allemande dialoguera avec la population autour de quatre thèmes : le pouvoir dans l'Église, le célibat des prêtres, la place des femmes et la morale sexuelle.